



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Accord-cadre de fourniture et d'installation de mobilier de bureau et d'espaces de travail collaboratif pour le Centre Inria de l'Université de Bordeaux

COMMUN AUX DEUX LOTS

Marché à procédure adaptée

Marché n°2025-1817

CENTRE INRIA DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

200 Avenue de la Vieille Tour

CS 90003

33405 TALENCE CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 – Objet du contrat	4
1.2 – Procédure de passation et forme de l'accord-cadre	4
1.3 – Décomposition du contrat	4
2 – Emission des bons de commande	Erreur ! Signet non défini.
2.1 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	Erreur ! Signet non défini.
2.2 - Conditions d'exécution	Erreur ! Signet non défini.
3 - Pièces contractuelles	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
5 - Durée et délai d'exécution	5
6 - Prix	5
6.1 - Caractéristique des prix pratiqués	5
6.2 - Forme des prix	5
7 - Sous-traitance	5
8 - Modification des prestations en cours d'exécution du marché.....	6
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	6
9.1 - Description des prestations	6
9.2 - Conditions d'exécution	6
9.3 - Opérations de vérification	6
9.4 - Coordination	7
10 - Garanties.....	7
10.1 - Garantie sur matériel	7
10.2 - Garantie de l'installation.....	7
11 - Garanties financières	7
12 - Avance.....	7
12.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
12.2 - Garantie financière de l'avance	Erreur ! Signet non défini.
13 - Modalité de règlement des comptes	8
13.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
13.2 - Présentation des demandes de paiement	8
13.3 – Délai global de paiement.....	9
13.4 – Paiement des sous-traitants.....	9
14 - Pénalités.....	9
14.1 - Pénalités de retard	9
14.2 - Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail en matière de travail dissimulé	10
14.3 - Autres pénalités	10
15 - Assurances	10
16 - Résiliation du contrat.....	10
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	10

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
17 - Règlement des litiges et langues.....	11
18 - Dérogations.....	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 – Objet du contrat

Accord-cadre de fourniture et d'installation de mobilier de bureau et d'espaces de travail collaboratif pour le Centre Inria de l'Université de Bordeaux

Inria est un établissement recevant du public (ERP) de catégorie 2.

Lieu d'exécution :

Centre Inria de l'Université de Bordeaux

200, Avenue de la Vieille Tour

CS90003

33405 Talence cedex

1.2 – Procédure de passation et forme de l'accord-cadre

Procédure :

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, telle qu'elle est décrite aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

Forme :

Le marché prend la forme d'un marché ordinaire, s'exécutant à prix forfaitaires.

Le présent marché est mono-attributaire. Il est conclu sans montant minimum mais avec un maximum fixé à 90 000 euros HT.

Pour rappel, le montant maximum précité ne constitue pas un engagement de dépense ferme et ne représente pas la valeur estimative prévisionnelle du présent accord-cadre.

1.3 – Décomposition du contrat

Le présent marché est alloté en 2 lots :

- Lot 1 : Tables de travail collaboratif réglables électriquement en hauteur et mobilier d'assise associé
- Lot 2 : Plans de travail fixe et mobilier d'assise associé

1.4 – Conditions d'exécution

Le titulaire doit être en mesure de fournir pendant toute la durée du marché l'ensemble des prestations (et leur niveau requis) figurant dans le CCTP. Dans le cas contraire, il s'expose à la résiliation du marché dans les conditions fixées dans le présent CCAP.

3 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) par lot et son annexe (DPGF) ;

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'original conservé par Inria fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du titulaire.
- Les avenants ou toute modification apportée durant l'exécution du marché

Si des inexactitudes existaient dans les documents graphiques ou écrits du dossier de consultation des entreprises, l'entreprise doit signaler dans son offre ces éventuelles anomalies par écrit. Passé cette date, l'entreprise ne pourra réclamer de supplément de rémunération, ni modifier le délai contractuel d'exécution au titre de ces inexactitudes

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévu à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délai d'exécution

Le marché débute à compter de la date de notification du contrat, pour une durée de 3 mois, sans reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristique des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par prix forfaitaires, fixés dans les pièces financières et dans l'acte d'engagement.

Les prix HT sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, sociales ou autres pour l'exécution de la prestation.

Les prix HT pour chaque cabine doivent inclure la fourniture, la livraison, l'installation sur place et la mise en service.

Le Titulaire est réputé avoir évalué et valorisé intégralement les prestations à réaliser et les moyens mis en œuvre pour l'exécution des prestations. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer l'évaluation insuffisante. Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution.

6.2 - Forme des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

7 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations (**hors fourniture**). Toute sous-traitance doit faire l'objet d'un agrément préalable par l'acheteur.

Tout recours à la sous-traitance non déclarée expose le Titulaire à la résiliation du contrat à ses torts exclusifs.

8 - Modification des prestations en cours d'exécution du marché

Des prestations pourront être modifiées, supprimées ou ajoutées en cours d'exécution du marché.

Les prestations ajoutées ou modifiées feront éventuellement l'objet d'un devis de la part du Titulaire, validé par un bon de commande d'Inria.

Les prestations éventuellement supprimées ou toute autre modification modifiant le périmètre feront l'objet d'un avenant au contrat.

9 - Conditions d'exécution des prestations

9.1 - Description des prestations

Le Titulaire devra assurer les prestations décrites dans le CCTP.

9.2 - Conditions d'exécution

Support technique et opérationnel :

Le titulaire s'engage à fournir tous les appuis techniques et opérationnels aux fins de bonne réalisation de la prestation. Tout le matériel, bennes, divers outillages, est fourni par le titulaire ainsi que tous les consommables qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations.

Tout dommage causé aux installations et équipements est mis à la charge du titulaire.

Le titulaire ne pourra faire supporter à Inria tous les surcoûts éventuels rencontrés en cours d'exécution de la prestation rendue impérative pour sa bonne réalisation et le bon fonctionnement des équipements liés. Le titulaire est réputé avoir couvert toutes les éventualités et les avoir intégrées dans son offre.

Contrôle qualité :

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations dans les règles de l'art. Il est responsable des risques liés au transport, assurances, livraison, déchargement, déballage, enlèvement et mise au rebus des déchets, mise en sécurité et nettoyage du chantier des produits/prestations objets du marché.

Il s'engage au respect des normes régissant sa profession.

S'agissant d'un marché avec objectif de résultats, les prestations exécutées seront examinées quantitativement et qualitativement par Inria.

9.3 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification s'effectueront à la suite de la réalisation des prestations.

Le titulaire devra informer le responsable technique d'Inria de la fin prévue de l'intervention. Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, un contrôle contradictoire des prestations sera réalisé après réalisation de celles-ci à une date choisie d'un commun accord entre les parties.

Au terme des vérifications, Inria pourra accepter avec ou sans réfaction, ajourner ou rejeter les prestations exécutées. A l'occasion du rejet motivé de la commande, Inria se réserve, après avoir invité le titulaire à formuler ses observations, le droit de résilier le bon de commande.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le silence gardé par Inria et validation du service fait vaut admission des prestations.

9.4 – Coordination

Le Titulaire s'engage à respecter le plan et horaires des opérations d'installation préalablement définis. De manière générale, le personnel du Titulaire est tenu de respecter le règlement intérieur d'Inria.

10 - Garanties

10.1 - Garantie sur matériel

Le matériel installé par le titulaire fait l'objet d'une garantie minimale de 1 an. Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, le point de départ du délai de garantie est la date de fin d'installation du matériel retenue par l'acheteur sur information du titulaire.

10.2 - Garantie de l'installation

Les travaux d'installation font l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un an à compter de la date de fin de l'installation. Durant cette année de garantie, le titulaire est tenu :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise ;
- Remédier à tous les désordres signalés par l'acheteur, de telle sorte que l'installation soit conforme à l'état où elle était lors de l'admission ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des opérations de vérification.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés ci-dessus, le délai de garantie peut être prolongé par décision de l'acheteur jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations.

11 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

12 - Avance

12.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire.

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une TPE ou PME, le taux de l'avance est de 30 %.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, conformément à l'article R. 2193-19 du Code de la commande publique.

13 - Modalité de règlement des comptes

13.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les prestations de fourniture et pose seront facturées selon un prix unitaire après réalisation des prestations (service fait).

13.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Les factures, sous format PDF ou XML, devront être dématérialisées via le Portail Chorus Pro 2017 : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Si plusieurs factures doivent être déposées, ces dernières devront être sous un dossier compressé au format « zip » ou « tar.gz ».

Outre les mentions légales, les factures afférentes au marché porteront obligatoirement les mentions suivantes :

- Le numéro SIRET d'Inria n° **180 089 047 00013**
- **La référence du numéro du marché et du bon de commande de référence,**
- La nature et la période d'exécution des prestations facturées,
- Les nom, raison sociale et adresse du créancier,
- Le numéro SIRET, forme juridique et capital de votre entreprise,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- Les dates d'exécution des prestations,
- Le montant en euros HT des prestations,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- La date et le numéro de la facture,
- Le cas échéant, l'application des réfections, rabais ou remises,
- Le prix net résultant,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur, le montant des prestations effectuées,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix,
- Le numéro de TVA intracommunautaire de l'Inria : FR45180089047.

NB : Les questions relatives au paiement seront adressées à la cellule d'accueil des fournisseurs au service dépenses Inria soit :

Par courriel : smd-bso@inria.fr

Adresse de facturation :

INRIA – COMPTABILITE FOURNISSEUR
DOMAINE DE VOLUCEAU
78150 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

Important : tout changement de domiciliation bancaire doit être signalé à l'acheteur avant de figurer sur la facturation.

La facturation du marché se fait après réalisation des prestations. Le paiement intervient après service fait.

Le comptable assignataire des versements est : L'Agent Comptable d'Inria - Domaine de Voluceau - BP 15 Rocquencourt, 78153 Le Chesnay Cedex.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement est le Président d'Inria.

En cas de retard de paiement, les dispositions du Décret 2013-269 du 29 Mars 2013 (relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique) s'appliquent.

13.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées par virement administratif dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve de conformité et après service fait. Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour et entraînera une suspension du délai de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

13.4 – Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

14 - Pénalités

L'application des pénalités dépend d'une décision expresse de l'acheteur, à défaut l'entreprise en sera exonérée.

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le cas échéant les pénalités sont dues quel que soit leur montant et sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 500$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité hors TVA

R = le nombre de jour de retard

14.2 - Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail en matière de travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé¹ par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail² en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités

Désignation	Montant des pénalités € HT	Occurrence	Modalités particulières d'application
Absence injustifiée à une réunion	150.00	Par absence constatée	Sans mise en demeure préalable
Non-respect des consignes ou règles de sécurité du site	200.00	Par infraction constatée	Sans mise en demeure préalable

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

¹ Articles D. 8222-5, D. 8222-7, D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail

² Articles D.8222-5, D.8222-7, D.8254-2 à D.8254-7 du Code du travail

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Bordeaux
9 Rue Tastet
CS 21490
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél : 05.56.99.38.00
Télécopie : 05.56.24.39.03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

18 - Dérogations

- L'article 9.3 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG-FCS
- L'article 9.3 du CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG-FCS

- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 33.1 du CCAG-FCS
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS